



# GUREGAAK

# QUELLE UNITÉ DANS QUELLE DIVERSITÉ?

## A LA RECHERCHE DE L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

Anne-Marie Thiesse

«Unie dans la diversité» («In varietate concordia», «Unidad en la diversidad»): le 4 mai 2000 cette formule a été adoptée comme devise de l'Union européenne. Elle figurait dans le projet de Traité Constitutionnel. Même si le Traité de Lisbonne ne prévoit plus de devise pour l'Union, cette expression est toujours au cœur des conceptions de l'Union européenne. Mais que signifie-t-elle? A première vue, c'est une formule consensuelle pour énoncer une identité minimale («nous sommes unis malgré nos diversités»). Les euro-sceptiques peuvent la voir comme l'aveu d'un échec à définir une identité européenne forte. Pourtant, cette notion «d'unité dans la diversité» est au cœur des politiques culturelles européennes depuis 10 ans. L'article 3 du Traité de Lisbonne l'indique clairement:

“It (the Union) shall respect its rich cultural and linguistic diversity, and shall ensure

that Europe's cultural heritage is safeguarded and enhanced.”

Cette conception de l'identité européenne est actuellement explicitement mise en relation avec un ensemble de notions politiques, économiques et sociales: la citoyenneté active, l'espace public européen et le développement durable.

Avant d'en expliciter les formes concrètes en termes de programmes européens, il faut d'abord rappeler les problèmes à résoudre. Comme chacun sait, l'Union européenne est une association d'Etats-nations. Or la construction des Etats-nations actuels, à partir du 18<sup>e</sup> siècle, a profondément réorganisé les rapports entre unité et diversité, définissant des hiérarchies et des relations entre espaces politiques et espaces culturels qui sont encore déterminants pour nos conceptions actuelles. Une des grandes ambiguïtés de l'Union européenne est qu'elle doit dépasser le stade stato-national tout en conservant les Etats-nations, leurs prérogatives et leurs identités. Comment peut-on concevoir une identité européenne en conservant ces Etats-nations? En reproduisant le modèle de l'Etat-nation à une échelle continentale ou en le subvertissant? Et comment prendre en compte dans cette identité européenne les évolutions présentes et à venir, notamment les évolutions de population liées à l'immigration d'origine non européenne? La situation actuelle est particulièrement complexe puisque

**ANNE-MARIE THIESSE**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE - CENTRE DE SOCIOLOGIE  
CONTEMPORAINE, PARIS

la mondialisation restreint fortement le pouvoir et la souveraineté des Etats tout en réactivant l'attachement des populations à la structure stato-nationale, qui semble la plus apte à protéger les droits individuels.

### LE MODÈLE DE L'ETAT-NATION

La forme Etat-nation est relativement récente dans l'histoire européenne, puisqu'elle a été réalisée à partir du 19<sup>e</sup> siècle, mais elle est déterminante pour les conceptions contemporaines de l'unité et la diversité.

A l'époque pré-nationale, comme l'a rappelé Ernst Gellner (Gellner, 1983), les frontières des Etats variaient fréquemment en fonction de l'histoire dynastique, militaire et des alliances. Un Etat pouvait même être plus ou moins durablement constitué de territoires disjoints. Une très grande diversité culturelle existait au sein d'un même Etat. Les cultures et langues de l'élite étaient souvent communes à plusieurs Etats. Les cultures populaires étaient souvent fortement différenciées mais leur diffusion ne correspondait pas nécessairement à des espaces clairement cartographiables. Beaucoup d'espaces géographiques étaient, du point de vue culturel et juridique, des enchevêtrements de populations. D'un autre côté, des aires assez vastes couvraient des cultures locales à la fois différenciées mais présentant des similarités: en quelque sorte, des espaces de diversités en continuité. Certains Etats européens, mais pas tous, présentaient une unité religieuse après expulsion ou conversion forcée des «minoritaires» (l'Espagne après la Reconquête, la France après l'expulsion des Huguenots, les Etats allemands après la Guerre de Trente ans). Le christianisme, dominant en Europe, ne donnait pas au continent une unité puisqu'il était divisé en religions ennemies qui se considéraient mutuellement comme hérétiques. A l'ère pré-nationale, ce n'était donc pas l'unité de la population mais le pouvoir et sa force de contrôle du territoire qui définissaient l'Etat. Pour employer un terme contemporain, l'Europe, pendant des

siècles, a été multiculturelle, mais cette diversité était simplement un état de fait ; elle n'avait pas de valeur positive ou négative.

L'ère nationale a été le résultat d'un changement radical de conception de l'Etat, issu d'un processus de sécularisation et de rationalisation. Dans la perspective nationale, la souveraineté n'a pas pour origine la volonté divine ni le pouvoir monarchique, mais la nation elle-même. La nation forme un corps politique qui est le seul détenteur légitime de la souveraineté (cf la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789). Cette nouvelle conception du pouvoir a eu une conséquence majeure: le corps politique national devait donc former une véritable unité et être stable. La nation, dans son sens moderne, est donc l'association d'un Etat, d'un territoire clairement et définitivement délimité, et d'une population culturellement homogène. Une telle situation ne correspondait pas à la réalité de l'Europe du 19<sup>e</sup> siècle mais elle est devenue un idéal. Le passage à l'ère nationale a été un énorme travail de reconfiguration politique et culturelle de l'Europe, qui a progressivement transformé les Etats nationaux en unités culturelles distinctes les unes des autres. Les frontières de l'Etat devaient désormais coïncider avec des frontières culturelles et, le plus souvent, des frontières linguistiques.

Il faut insister sur plusieurs conséquences du processus de nationalisation en Europe qui sont extrêmement importants pour comprendre la situation actuelle:

- 1) les nouvelles unités nationales ont été imaginées comme des êtres collectifs, existant depuis un passé très lointain. Les histoires nationales ont donc projeté rétrospectivement sur le passé européen les rapports modernes entre unité et diversité.
- 2) Une caractéristique du passage au stade national en Europe est le caractère transnational du processus de nationalisation (Thiesse, 2009). Les nouvelles unités nationales ont été constituées par de nombreux transferts culturels internationaux.

Il y a une sorte de paradigme européen des identités nationales, élaboré progressivement au 19<sup>e</sup> siècle. Le sociologue Orvar Löfgren (Löfgren, 1989) avait parlé de *check-list identitaire* des nations modernes: leur diversité est en quelque sorte standardisée.

- 3) La réalisation de l'unité nationale a mobilisé énormément d'énergies intellectuelles, artistiques, pédagogiques et politiques pendant deux siècles. L'idéal de l'unité nationale a été fortement associé à des objectifs de modernisation et de rationalisation, même si la nouvelle culture nationale était déclarée extrêmement ancienne et traditionnelle. L'unification nationale a dévalorisé ou supprimé des cultures populaires ou locales antérieures. La formation de l'unité nationale a donc créé, souvent à partir de critères linguistiques, des «minorités» et des «diasporas» dont le statut est devenu un facteur majeur des conflits politiques. Toutefois, une relative prise en compte de la diversité interne à la nation a été acceptée. Cette diversité interne a même été valorisée dans une seconde phase du processus de construction nationale. En Europe occidentale, dans le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, la représentation de la nation comme «une unité riche de sa diversité» a été fréquente. Cette insistance sur la richesse de la diversité correspondait à des valorisations économiques, touristiques, esthétiques des régions. Reconnaître la diversité du territoire –en termes de paysages, de cultures- avait aussi une fonction idéologique: elle permettait de représenter métaphoriquement la diversité sociale comme une mosaïque harmonieuse de différences complémentaires. La diversité sociale était alors interprétée en termes de complémentarité et non de luttes des classes. Du coup, la phase de construction nationale correspondant à l'intégration des masses populaires dans la nation (politique, sociale) a été dans bien des cas une période de célébration régionaliste. (Applegate, 1999 ; Confino, 1997; Seixas, 2001, ; Storm, 2003).

Pour résumer les transformations produites à l'ère nationale, on peut dire qu'elles ont abouti à une carte de l'Europe de type puzzle, où chaque pièce est supposée former une unité, bien différente des unités voisines, et cela depuis les temps les plus anciens. Les bénéfices de cette conception politique sont évidents: la croyance des individus en l'appartenance à une communauté stable, solidaire, unitaire a permis la modernisation du politique, la création d'un espace public, le développement de droits civiques et sociaux, la démocratisation et une relative redistribution des ressources. L'autre versant est aussi bien connu: les concurrences économiques entre nations, associées à des nationalismes exacerbés, ont ravagé le continent par des guerres effroyables, les dictatures anti-démocratiques ont mobilisé les nationalismes, des génocides et des «nettoyages ethniques» atroces ont été commis.

### QUELLE UNITÉ POUR L'UNION EUROPÉENNE?

L'Union européenne, telle qu'elle s'est constituée dans sa première forme après la Seconde guerre mondiale et dans le cadre de la guerre froide était d'abord un marché commun de démocraties libérales. Son unité était fondée sur des valeurs idéologiques, des principes économiques et un objectif de pacification entre ses composantes, notamment le couple franco-allemand. La question de l'unité et de la diversité dans le domaine culturel n'était pas véritablement posée. Mais la fin de la guerre froide, les guerres en ex-Yougoslavie et la potentialité d'autres affrontements nationalistes en Europe ont conduit à un élargissement extrêmement rapide de l'Union européenne, accompagné d'un accroissement important de ses compétences. C'est seulement alors, à partir des années 1990, qu'une série de questions nouvelles ont été alors posées: comment définir cette structure politique à échelle continentale? Quelle citoyenneté pour cette structure? peut-on, doit-on parler d'identité européenne?

Ironiquement, le principal modèle de référence disponible pour cette nouvelle structure supra-nationale, était le modèle national. Le modèle national, développé depuis le 19<sup>e</sup> siècle, s'était généralisé comme la forme la plus «normale» du

politique et elle était associée à la démocratie et l'économie de marché. Donc les premières tentatives pour penser l'identité de l'Union élargie ont essayé de transposer à l'échelle supra-nationale les principes qui définissent sur le plan culturel l'Etat-nation. Dans les années 1990, des opérations ont été lancées pour essayer de définir une culture européenne unitaire: une histoire européenne, une littérature européenne, des «lieux de mémoire» européens etc. Très vite, la recherche d'une unité européenne s'est heurtée à l'obstacle omniprésent de la diversité nationale. Par exemple: écrire une histoire européenne unitaire est à peu près impossible puisque que le passé européen a été complètement nationalisé, de même que la littérature, la musique, les paysages, les monuments, etc. Les billets de l'euro, à la différence des anciens billets nationaux, ne représentent pas des héros, des monuments historiques célèbres ou des paysages: ils sont illustrés par des ponts (symbole de lien) et des fenêtres (symboles d'ouverture) inspirés de styles historiques (ouest)-européens mais qui ne reproduisent pas des monuments réels, puisque la réalité est totalement nationalisée. En outre, la détermination d'une identité européenne qui ferait de l'Europe un espace bien distinct des espaces voisins, avec des frontières politiques coïncidant avec des frontières culturelles, selon le modèle national, est une source de conflits insolubles. La définition de l'unité européenne par la culture chrétienne –ou judéo-chrétienne - correspond à certaines conceptions politiques: elle permet d'exclure la Turquie et éventuellement d'affirmer que l'Islam n'a pas sa place dans l'identité européenne. Mais cette définition pose alors la question de l'ouverture légitime de l'U.E. à la Russie (et à la Moldavie, Ukraine, Biélorussie). Surtout, cette définition religieuse de l'Europe ne prend pas en compte le processus de sécularisation engagé à l'ère nationale. La véritable particularité de l'Europe actuelle en matière religieuse, c'est une forte déchristianisation, qui co-existe avec l'expression des religions des populations venues d'autres continents.

### LA DIVERSITÉ COMME CARACTÉRISTIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans un deuxième temps, à partir des années 2000, la recherche de l'identité européenne a été réorientée, avec insistance sur la diver-

sité. Cette approche des rapports intra-européens avait été esquissée dès les années 1980 au sein du Conseil de l'Europe, institution plus particulièrement en charge des questions culturelles. La «Résolution (85) 6» Sur l'Identité Culturelle Européenne (adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 25 avril 1985 lors de sa 76e Session)

(<https://wcd.coe.int/wcd/com.instranet.InstraServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=605065&SecMode=1&DocId=686332&Usage=2>), indiquait déjà que «l'unité dans la diversité fait la richesse du patrimoine culturel européen commun. Dès cette période, s'amorçait un passage du multiculturel vers l'interculturel. Commençait alors à se développer l'idée que l'Europe, juxtaposition de différences, devait évoluer par l'interaction et le dialogue entre ces différences.

D'autre part, la nouvelle sensibilité écologique développée depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle a influencé aussi le domaine culturel. Au 19<sup>e</sup> siècle, la disparition de langues ou de cultures a été souvent considérée comme une avancée de la modernité et un progrès de la civilisation. Mais aujourd'hui ces disparitions sont considérées comme des pertes pour l'humanité. La Charte européenne des Langues régionales ou minoritaires, en 1992, (<http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/148.htm>) insiste sur la nécessité de les protéger (il faut rappeler qu'elle concerne exclusivement les langues minoritaires «autochtones» et exclut les langues des migrants) en précisant:

«Considérant que la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps, de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelles de l'Europe.»

L'UNESCO a établi en 2001 une convention sur la diversité culturelle (<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001429/142919f.pdf>) qui a été ratifiée par l'Union européenne en décembre 2006.

Les conceptions de l'Union européenne correspondent désormais à une double détermination:



- préserver la diversité: non seulement les diversités nationales, mais aussi les diversités «sub-nationales» que le modèle de l'Etat-nation n'avait pas vraiment respectées.
- développer un patrimoine commun par interaction, rencontres et fécondation mutuelle des diversités anciennes et récentes.

La Charte des droits fondamentaux ([http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf)), contraignante depuis le 1er décembre 2009, indique donc dans son préambule:

«Les peuples de l'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes. (...) L'Union contribue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des Etats membres.»

Ce programme est très conciliateur. Mais il pose une série de problèmes puisqu'il a pour ambition de faire co-exister des conceptions de l'unité et de la diversité extrêmement hétérogènes, plutôt contradictoires et appartenant à des âges politiques et sociaux complètement différents. Le processus multiforme de la mondialisation suscite sur le continent européen de violentes réactions de défense: elles s'expriment parfois par des mouvements nationalistes, hostiles à l'Union européenne, souvent xénophobes et anti-immigrés. Cela peut entraîner aussi des revendications nationalistes séparatistes (Padanie, Belgique, Basques).

Il faut souligner aussi que l'investissement politique dans la détermination d'une identité européenne, au niveau des Etats-membres ou de l'Union, reste faible. Il n'y a pas non plus d'engagement intensif des intellectuels et artistes pour élaborer une culture commune européenne. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'investissement de ces milieux avait été décisif pour créer des cultures nationales. Les associations (sociétés savantes, touristiques, sportives, récréatives), formes alors naissantes de l'organisation moderne des citoyens, avaient joué un rôle décisif dans la diffusion des nouvelles cultures nationales. En fait, depuis 2000, l'Union

Européenne finance des programmes soutenant les initiatives venant des milieux artistiques, des associations et des autorités locales pour faire naître une culture européenne vivante, fondée sur les échanges et les mises en réseaux. C'était l'objet principal du programme Culture 2000 qui a fonctionné de 2002 à 2006 (le budget alloué, 236.5 millions d'euros, représentait 0,1% du budget de l'UE). La mobilité transnationale des artistes et des professionnels de la culture a été une des priorités des programmes «Culture» depuis 2000, avec un double but: enrichir l'espace culturel partagé par les Européens et inciter à la citoyenneté européenne active.

Pour le grand public existent aussi des programmes dédiés à l'objectif de construction d'une culture commune respectueuse des diversités. Parmi ce type de programme, il faut citer les «Itinéraires culturels», qui ont commencé en 1987 sous les auspices du Conseil de l'Europe (<http://www.coe.int/t/dc/files/events/itineraires>). L'idée explicite est de montrer au moyen de voyages dans l'espace et dans le temps que les différents pays d'Europe, malgré leurs frontières, forment des continuités et ont un patrimoine culturel commun. Les continuités de l'ère pré-nationale ont donc été exhumées et mises en valeur. Le premier itinéraire culturel constitué a été celui des «Chemins de Saint-Jacques de Compostelle» (références Internet): le vieux pèlerinage médiéval, renouvelé, connaît un énorme succès, sans doute parce qu'il correspond à des attentes et des pratiques actuelles des Européens: retour vers la nature, recherche de l'effort physique sans compétition, spiritualité et rencontres d'autres pèlerins). Les autres itinéraires (références Internet) sont moins connus, même s'ils ré-organisent et développent l'offre touristique et culturelle. A l'été 2010, lorsque le gouvernement français a pris des mesures répressives contre les Roms, très commentées en France et en Europe, nul n'a évoqué l'Itinéraire culturel «Héritage des Roms» qui devait être inauguré à Strasbourg très peu de temps après ([http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/routes/roma\\_en.asp](http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/routes/roma_en.asp)).

Un autre programme, lancé en 1985, connaît un large succès. Il s'agit du programme «Capitales européennes de la Culture». La première ville couronnée fut Athènes, mais actuellement chaque an-

née deux villes européennes –en général des villes qui ne sont pas des capitales nationales- sont célébrées pendant 12 mois. ([http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc443\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc443_fr.htm)).

Les villes candidates au titre doivent préparer un programme culturel remplissant des critères précis ayant trait à la dimension européenne de la manifestation et à la participation de ses citoyens. La dimension européenne s'illustre à travers les thèmes retenus et la coopération entre artistes et opérateurs culturels de différents pays amenés à travailler ensemble à l'occasion de la manifestation. Le programme doit en outre avoir des effets durables et contribuer au développement culturel, économique et social à long terme de la ville. Depuis 2007, la dimension interculturelle des projets est officiellement un élément décisif dans la sélection des villes. Les villes retenues récemment sont:

- 2009, Linz et Vilnius
- 2010: Essen, Pécs et Istanbul
- 2011: Turku et Tallinn
- 2012: Maribor et Guimarães
- 2013: Marseille et Kosice
- 2014: Riga, Umea
- 2015: Mons, Plzen

En mai 2007, la Commission a proposé «un Agenda européen de la Culture» axé sur trois grands objectifs communs: la diversité culturelle et le dialogue interculturel, la culture en tant que catalyseur de la créativité et la culture en tant qu'élément essentiel des relations internationales. Le programme Culture 2007-2013 prolonge le programme Culture 2000 avec les mêmes objectifs et un budget à peine supérieur (400 millions d'euros pour 7 ans) ([http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc411\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc411_fr.htm)). D'autre part, l'année 2008 a été déclarée année européenne du dialogue interculturel (budget accordé: 10 millions d'euros). L'objectif explicite était de sensibiliser tous les citoyens de l'Union européenne, en particulier les jeunes, à l'importance du dialogue interculturel dans leur vie quotidienne et à la citoyenneté européenne active. Fin 2008, le Parlement européen a adopté une nouvelle ligne budgétaire (d'un montant de 1,5 million d'euros) pour le budget de 2009, au titre de la poursuite du projet pilote sur la mobilité artistique mis en chantier en 2008. Parmi les projets bénéficiant de financement, on trouve:

- "e-mobility" "A project held by the *Pépinières européennes pour jeunes artistes*, e.mobility builds a vast pan-European network dedicated to young creation via an interactive community pole developed on the Internet. It facilitates exchanges between different actors, artists and places, amplifies the offer with new proposals and enables as many artists as possible to access mobility."

([http://www.art4eu.net/art4eu.php?page=article\\_en&id\\_secteur=32&id\\_rubrique=152&id\\_article=799&aff=152](http://www.art4eu.net/art4eu.php?page=article_en&id_secteur=32&id_rubrique=152&id_article=799&aff=152))

- "Space": "Supporting Performing Arts Circulation in Europe, Pilot Project for Artist Mobility, December 2008 – November 2011. The SPACE project's objective is to give priority to the mobility of arts productions and to combine cultural mobility with cultural diversity, European citizenship and investing in emerging generations"

(<http://www.spaceproject.eu>)

- "Practics": "See Mobile See Practical is a 3-year project coordinated by the Finnish Theatre Information Centre which joined forces with ten other cultural organisations from six EU-countries with the aim to facilitate the provision of information about EU cross-border mobility in the cultural sector."

(<http://www.practics.org/>)

- "Changing room": "Changing room is a two-year pilot project by *Trans Europe Halles* looking for new ways of stimulating cross-border mobility of cultural operators."

(<http://teh.net/CHANGINGROOM/tabid/200/Default.aspx>).

Quels sont les effets de ces nouvelles pratiques institutionnelles concernant l'unité et la diversité? Il est certain que les itinéraires culturels, les villes sélectionnées comme capitales européennes, les artistes et les associations financés bénéficient d'une valorisation importante, avec des conséquences économiques intéressantes et une dynamique culturelle durable. Mais est-ce que cette démarche est efficace pour renforcer une citoyenneté européenne active, ce qui est un des objectifs prioritaire des politiques menées? C'est beaucoup moins certain. Les Européens, sur le plan culturel, sur celui des valeurs morales et idéologiques, des modes de vie et de consommation sont aujourd'hui beaucoup plus semblables qu'ils le furent dans les siècles précédents. Mais cela ne suffit pas à constituer un sentiment d'appartenance suffi-



samment fort à un espace politique solidaire. Le rejet du Traité constitutionnel, lorsqu'il a été soumis à référendum en 2005, de même que les sondages récents, montrent que le sentiment d'appartenance nationale est placé pour une majorité d'Européens avant le sentiment d'appartenance européenne.

La culture, comme l'avait bien montré l'ère nationale, est indispensable à la transformation politique. Mais elle ne peut pas, à elle seule, compenser les défaillances du politique. Or la période actuelle est caractérisée par un déficit de projets politiques de longue portée et à dimension internationale. La crise en cours, engendrée par le libéralisme dérégulé dans le contexte de la mondialisation, fait clairement apparaître le déficit d'un pouvoir politique démocratique en phase avec la nouvelle situation. Les élections en Europe montrent bien qu'une partie importante des populations n'ont pas confiance dans des structures supra-nationales pour garantir le droit et la solidarité. Elles espèrent au contraire qu'un Etat-nation plus authentique, «plus pur» sera plus efficace pour protéger ses ressortissants. On connaît les conséquences: des revendications de partition dans des Etats jugés anormalement pluri-nationaux, ou bien des revendications d'expulsions de populations immigrées, déclarées responsables des problèmes actuels des populations européennes. En mai 2007 avait été créé en France un Ministère de l'Identité nationale, qui a organisé pendant l'hiver 2009 un «Grand Débat sur l'Identité nationale», très éloigné dans ses principes de l'interculturalité et de «l'unité dans la diversité». Les dirigeants politiques des pays européens oscillent entre traitement européen et traitement national des problèmes. L'évocation d'une possible fin de l'euro, ou l'exclusion hors de l'Union européenne de pays à déficits budgétaires excessifs, font craindre que la définition de l'unité européenne dépende maintenant plus des «agences de notation» que des Européens eux-mêmes.

L'Europe est-elle autre chose qu'un magnifique et ambitieux paquebot avec un équipage divisé et des canots de sauvetage nationaux? C'est le défi actuel posé aux Européens qui doivent en urgence prouver leur solidarité pour affronter les périls communs.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APPLEGATE, Celia, *A Nation of Provincials. The German Idea of Heimat*, Berkeley, 1990 — «A Europe of Regions: Reflections on the Historiography of Sub-national Places in Modern Times», *American Historical Review*, Vol. 104 (1999), 1157-1183.
- CONFINO, Alon, *The Nation as a Local Metaphor, Württemberg, Imperial Germany and National Memory*, Chapel Hill, 1997.
- HAUPT, Heinz-Gerhard, Michaël Müller and Stuart Woolf (eds.), *Regional and National Identities in Europe in the XIXth and XXth Centuries*, The Hague, 1998.
- GELLNER, Ernest, *Nations and Nationalism*, Cornell University Press, 1983.
- LÖFGREN, Orvar, «The Nationalization of Culture», *Ethnologica Europaea*, vol. 19.
- NÚÑEZ SEIXAS, X. M., «The Region as the Essence of the Fatherland: Regionalist Variants of Spanish Nationalism (1840-1936)», *European History Quarterly*, Vol. 31, 2001, 483-518. —(ed.), «La construcción de la identidad regional en Europa y España (siglos XIX y XX)», *Ayer* n° 64, 2006 (4).
- STORM, Eric, «Regionalism in History, 1890-1945: The Cultural Approach», *European History Quarterly*, Vol. 33 (2), 2003, 251-265. — *The Culture of Regionalism, Art, Architecture and International Exhibitions in France, Germany and Spain, 1890-1939*, Manchester University Press, 2011.
- THIESSE, Anne-Marie, *La creación de las identidades nacionales: Europa, siglos XIX-XX* Madrid, Ézaro, 2009.

CAM 2  
WAR STR  
12:24:21

